

Journal paraissant deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche.

RUE BERTIN-POIRÉE, 8.

JOURNAL des Sans-Culottes

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY

N° 2.

Du Dimanche 4 au 8 juin 1848.

Sommaire : La Révolution de février. — Avis aux Républicains. — Deux représentants du Peuple. — L'histoire des Girondins. — Projet de décret sur l'affichage. — Propos tenu dans un groupe. — A l'armée. — Calomnies des journaux contre Blanqui.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

Avant la révolution du 24 février le peuple préférait les républicains aux aristocrates, parcequ'il voyait dans la République son salut; mais, quand à la voix de ces hommes qui avaient souffert pour leur cause, il eut proclamé la République, les aristocrates devinrent tout-à-coup plus républicains que les républicains eux-mêmes; ridicule comédie qui aurait dû les couvrir de mépris. Le peuple, loin de les repousser, trouva fort joli que des anciens royalistes, des aristocrates enrégés voulussent bien se convertir ainsi, et, enthousiasmé de cette subite métamorphose, il remit son sort dans leurs mains, dédaignant, méprisant même les républicains anciens pour se confondre en adorations devant ces républicains nouveaux! Malheureusement le peuple, comme toujours, a été dupe de son sot respect pour l'aristocratie; les royalistes ont servi la royauté sous le nom de la République. A Lyon, on donne des coups de fusil à ceux qui veulent abattre les statues des rois; à Paris on ne songe pas même à les abattre, et les gouvernants qui conservent ces monuments infâmes sont traités de grands républicains, tandis que les républicains véritables sont traités de factieux et jetés dans les cachots. La royauté n'a pas cessé de régner. Voilà cette belle, cette pacifique, cette sublime révolution! On a planté des arbres, chanté des chansons, fait des caricatures, comme en 1830, on faisait des caricatures et des chansons sur Charles X et Polignac qu'on remplaçait par Guizot et Louis-Philippe, c'est-à-dire par de plus grands coquins. Que penser d'un pays où le plus grand fourbe est toujours sûr d'avoir la première place? Ne ferez-vous donc jamais de révolutions que pour aller de mal en pis, et voulez-vous justifier cette raillerie que nous jette un journal anglais. « La révolution de 93, dit-il, s'est faite contre les nobles et contre les riches, mais la révolution de février ne s'attaque qu'aux classes laborieuses. »

Avis aux Républicains.

Un bourgeois disait l'autre jour, il serait imprudent de condamner Barbès en ce moment. Quand on en frappera un, il faut les frapper tous, c'est une chaîne, une fois le premier anneau tombé, les autres tomberont, et en disant ces mots il faisait de la main le signe de quelqu'un qui détache les anneaux d'une chaîne. Ainsi, républicains, avis à vous!

Parmi les représentants du peuple à l'Assemblée nationale se trouvent des ouvriers; j'en connais deux personnellement; de ces deux ouvriers simples particuliers je n'aurais rien à dire; de ces deux ouvriers représentants du peuple je vais dire ce que je sais.

L'un est Théodore Lebreton, poète-ouvrier de Rouen. Il y a six mois environ, me trouvant à Rouen, Théodore

Lebreton, sur ma demande, me communiqua quelques écrits concernant Marat. Ayant trouvé dans ces documents des choses bonnes à citer, je copiai quelques passages. Voici entre autres quatre vers pris dans un poème composé à l'époque de la grande révolution (car malgré la révolution de Février, on peut toujours dire la grande révolution).

Tyrans qui désirez lui ravir la lumière,
Vous vous applaudissez dans votre rage altière;
De l'avoir vu tomber sous le sanglant couteau.
Marat vous détruira du fond de son tombeau!

Je réfléchis à une chose, me dit Théodore Lebreton, si vous déclarez que ces écrits se trouvent à la bibliothèque de Rouen, on saura que c'est moi qui vous les ai communiqués, et je perdrai ma place, qui est mon pain. — Ne craignez rien, lui répliquais-je, je les citerai sans indiquer la source; j'ai dit assez de vérités avec preuves pour qu'on puisse me croire une fois sur parole. Si même vous redoutez quelque chose, ajoutais-je, je vais déchirer ce que j'ai copié. — « Non, me répondit-il, pourvu que vous ne disiez pas que c'est ici que vous l'avez pris. — Vous avez donc ordre de ne pas communiquer ces ouvrages au public? Non, ce serait à tout autre, je ne pourrais les refuser, mais on sait que je vous connais et on croirait que c'est moi qui vous les ai offerts. — Théodore Lebreton me tint ce propos remarquable; nous parlions du gouvernement : — Si je vous lâchais quelque franchise, n'en parlez pas dans vos ouvrages. Il ne comprenait pas comment j'osais lutter contre le gouvernement et m'exposer à être ainsi traduit devant la cour d'assises pour mes écrits. Cependant le rôle qu'il a accepté lui impose de lutter bien autrement, et sans doute il ne se gardera pas de lâcher quelque franchise pour conserver son pain, car il ne s'agit plus de sa vie; mais de celle de tous les infortunés dont il est le mandataire. Jamais plus belle occasion n'a été offerte à un ouvrier pour sauver ses frères. Je ne l'ai pas vu parler encore à la tribune. Serait-ce qu'à son avis tout va pour le mieux, et qu'il n'y a rien à dire; il me semble qu'il pourrait tenir à peu près ce langage :

« Représentants du peuple, mes chers collègues, j'ai une proposition à vous faire dans votre intérêt (les députés à ce mot prêtaient une oreille attentive). Oui dans votre intérêt, je vous dirai qu'entourés de canons et de baïonnettes comme nous le sommes, nous avons tout à fait l'air de traitres; (Violentes rumeurs) renvoyons toutes ces baïonnettes, notre vertu nous protège assez (Murmures); montrons à l'univers que nous sommes d'honnêtes gens. (Tumulte effroyable.) Si nous voulons le bonheur du peuple, qu'avons nous à craindre de lui (Bruit), il nous gardera lui-même.

(Quelques voix. — Assez! assez! ce n'est pas tolérable.)

A quoi bon cet appareil militaire qui fut toujours l'escorte des tyrans. (Des cris à l'ordre s'élèvent de toutes les parties de la salle.) Ce n'est pas une bataille que nous avons à livrer, c'est une constitution que nous avons à faire. (Vive rumeurs.) Notre assemblée ressemble à une caserne de municipaux. (Le tumulte redouble, la voix de l'orateur se perd dans le bruit.)

Voilà, citoyen Lebreton, ce qui s'appellerait lâcher une franchise.

L'autre ouvrier représentant du peuple est le citoyen Agricole Perdiguier. Il vint me voir il y a un an environ à propos d'une dénonciation qu'il voulait publier contre Pagnerre. Je l'engageai fort à faire cette publication à

laquelle il n'a pas donné suite. Pagnerre, l'éditeur populaire, lui avait offert ses services pour lui faire avoir la croix, il l'avait recommandé à un académicien dans le but de lui faire obtenir un prix académique; mais l'académicien lui ayant fait entendre qu'il ne pouvait avoir le prix sans accepter la croix, il refusa. J'aurais bien voulu le prix, m'a-t-il naïvement, car je n'avais pas d'argent pour payer mon terme, mais j'aimais mieux me passer du prix que d'avoir la croix. Il m'a dit un jour : « N'était-ce pas assez d'avoir soulevé contre vous tous les journalistes sans vous mettre encore Marat sur les bras. » Cependant Perdiguier n'aime pas les tyrans, car dans un ouvrage inédit dont il m'a lu quelques passages, je l'ai vu flageller les tyrans de Rome et d'Athènes! Ah! citoyen Perdiguier, quittez Rome un instant, et si l'horreur des tyrans vous inspire cherchez plus près de vous!....



L'Histoire des Girondins.

M. de Lamartine dit dans son histoire des Girondins que « la république est la forme obligée et fatale d'une nation à un pareil moment, » et on s'est écrié : M. de Lamartine conclut à la République! Oui; mais lisez quelques lignes plus loin : « L'Assemblée constituante fut donc aveugle et faible de ne pas donner la République pour instrument naturel à la révolution; » plus loin encore : « La République, si elle eût été alors légalement établie par l'Assemblée dans son droit et dans sa force, aurait été toute autre que la République qui fut perfidement et atrocement arrachée neuf mois après par l'insurrection du 10 août. » M. de Lamartine dit encore : « Le règne de la révolution ne pouvait s'appeler que République; l'Assemblée laissa ce nom aux factions et cette forme à la terreur. Ce fut là sa faute; elle l'expie, et l'expiation de cette faute n'est pas finie pour la France.

Et vous dites : Lamartine conclut à la République! Il conclut à la tyrannie! La République, ce n'est pas toujours la liberté; c'est, comme le dit fort bien Lamartine, un instrument. Or, pour que cet instrument fonctionne bien, il faut qu'il soit en des mains habiles et pures.... Dans quelles mains Lamartine veut-il le remettre? Dans les mains des membres de l'Assemblée constituante, de ces hommes à qui Marat dit : Vous qui pour un peu d'or avez vendu les droits et les intérêts d'un peuple immense, puissiez-vous être réduit à fuir la lumière des cieux! Mais la République aux mains de ces hommes aurait toujours été la tyrannie sous une autre forme, jusqu'à ce que le peuple lassé eût de lui-même redemandé Louis XVI; car M. de Lamartine n'aurait pas voulu qu'on le fit mourir. Parbleu, comme aurait dit Marat, le tour est malin! Aussi dit-il plus loin (page 436) : Il lui restait un troisième parti, proclamer la déchéance temporaire de la royauté pendant dix ans, mettre le roi en réserve (peur d'en manquer). Mais dans le cas où les hommes corrompus de l'Assemblée constituante, plus jaloux de dominer que de remettre Louis XVI sur le trône, auraient conservé la République, c'eût été un tyrannie pareille à celle de la Convention, à l'époque de cette fameuse séance présidée par Boissy-d'Anglas, où le peuple alla crier : Du pain! Coquin, qu'as-tu fait de notre argent? Allez-vous-en; nous allons former la Convention nationale! Mais ce sont là des rêves tyranniques de M. Lamartine, et ces choses ne pouvaient arriver grâce à Marat qui était là, et qui, au lieu de faire le 10 août contre la cour, aurait fait le 10 août contre la constituante, car Marat ne voulait pas

seulement la République, il voulait la liberté et le bonheur de tous les hommes!

(Extrait d'une brochure intitulée *Marat et ses calomnieux ou refutation de l'Histoire des Girondins*, par Constant Hilbey, publié en juillet 1847.)

Projet de décret sur l'affichage.

Les journaux annoncent qu'un projet de décret sur l'affichage doit être proposé à l'Assemblée nationale par la commission du pouvoir exécutif. Or l'affiche concernant la candidature du prince de Joinville, placardée à plusieurs reprises, n'est qu'une ruse, un prétexte, pour porter ouvertement la première atteinte à la liberté de la presse. Une pareille comédie a été jouée en décembre 1830, lorsque l'on a voté la loi contre l'affichage, loi qui défendait de placarder dans les rues, places ou autres lieux publics, des écrits traitant de matières politiques. Cette comédie je l'ai dévoilée dans ma brochure intitulée : *les Grands orateurs de 1830 et un imbécile de 3*, publiée en décembre 1847 (1). Voici ce qu'on y lit page 8 :

« Un M. Jolivet parla ensuite.

« La loi proposée, dit-il, ne veut pas qu'on puisse afficher des écrits politiques, et certes le projet a grandement raison! Est-ce une atteinte portée à la liberté de la presse (ah! par exemple! pourquoi songer à cela!) Non.... a-dit la commission.... l'article 7 de la Charte est mis en dehors de la question; (parbleu! pourquoi ne pas mettre dehors ceux qui nous gênent) nous avons les journaux, les écrits périodiques, les brochures; nous pouvons puiser à ces sources diverses; mais, a-t-on dit : le pauvre ne pourra pas s'instruire, ses moyens ne lui permettent pas d'entrer dans un cabinet littéraire. Messieurs, les placards sont de mauvais moyens d'instruction. »

Le ministre de l'intérieur voulait supprimer cette liberté parce qu'elle était inutile au peuple, M. Jolivet veut la supprimer dans la crainte qu'on ne lui gâte l'esprit par une mauvaise instruction! Quelle tendre sollicitude pour le peuple!

« M. Jolivet : Vous parlerez de ces excès dont nous sommes tous les jours témoins? vous dirai-je qu'hier encore l'auteur d'une de ces affiches conseillait au roi de se passer de la Charte et des Chambres, et de prendre en main la dictature, c'est à dire le despotisme? voilà ce que conseillent de prétendus apôtres de la liberté; ils conseillent au roi citoyen l'exemple du roi parjure. »

(Moniteur, décembre 1830.)

Ce sont là, comme vous le dites, grand orateur, des excès impardonnables! Mais si par hasard cet auteur contre lequel M. Jolivet criait si fort était.... M. Jolivet lui-même, qui, ayant besoin de crier contre les placards, en aurait affiché un la veille; car il est étonnant qu'une affiche pareille se soit précisément trouvée placardée la veille du jour où l'on a voté la loi contre les affiches!

(Extrait de la brochure intitulée : *les Grands orateurs de 1830 etc.*)

Eh bien! vous le voyez, Citoyens, 1830 et 1848 ne diffèrent en rien si ce n'est que nos gouvernants ont une audace plus grande que celle des gouvernants de 1830 et qu'ils marchent plus vite. Pénétrez-vous bien, Citoyens, de cette vérité, qu'on doit permettre d'afficher les choses les plus insensées : c'est au bon sens public seul à en faire justice; sans cela la liberté de la pensée est perdue, et sous prétexte d'empêcher d'afficher les mauvais écrits on empêchera les bons de paraître. Vous le voyez, pour faire passer cette loi en 1830 on prétextait une affiche où l'on conseillait au roi de se passer de la Charte, mais ceux qu'on condamna plus tard avec cette loi furent ceux au contraire qui reprochaient au roi de violer la Charte; ainsi il n'y a aucun exemple d'une affiche parlant au roi comme celle citée plus haut qui ait été poursuivie sous son gouvernement; mais on a poursuivi et condamné deux fois avec cette loi le citoyen Constant Hilbey, qui ne conseillait nullement à Louis-Philippe de prendre la Dictature, mais qui donnait le sommaire d'un discours de Marat et celui d'une brochure contre Lamartine. Il était même en prison pour cet objet lorsque la Révolution a éclaté, et on a déclaré la loi qui le condamnait tyrannique.

(1) Dans cette brochure je traite longuement la question de l'affichage. On peut la trouver au bureau du journal ainsi que la collection de tous mes ouvrages, rue Bertin-Poirée, 8.

que, puisqu'on l'a fait sortir de prison trois jours avant l'expiration de sa peine; et l'on voudrait déjà rétablir cette loi? Citoyens, protestez; l'affichage doit être libre, c'est une de nos libertés les plus importantes. Si celle-là périclité les autres la suivront. Puisse ma voix être entendue, et pour vous pénétrer du droit sacré de la pensée, lisez cet extrait du journal de Marat :

« Quel plus affreux attentat que d'empêcher les hommes de se servir de leur raison dans les affaires publiques, celles du monde qui les intéressent le plus! Quelle plus cruelle oppression que de leur donner notre volonté pour règle de la leur, et de les empêcher de réveiller des infortunés que nous allons faire périr! Quelle conduite plus révoltante que de réclamer pour nous un droit dont nous prétendons les priver! La liberté de tout dire n'a d'ennemi que ceux qui veulent se réserver la liberté de tout faire. Oui, je ne crains pas de le dire, il n'est pas d'opinions dangereuses, point d'opinions incendiaires, tant qu'elles sont libres. Ces mots vagues et insignifiants qui laissent à chacun la faculté d'en faire une application arbitraire ont été inventés par les agents du despotisme, comme le plus sûr moyen de proscrire à ce titre tout ce qui s'opposerait à leurs desseins. Comment les entend-on répéter sous l'empire de la liberté? Sans doute ce sont de simples opinions qui ont fait si souvent le malheur du monde; mais ces opinions n'auraient eu aucune influence redoutable s'il avait été permis de les combattre. Quand il est permis de tout dire, la vérité parle toujours et son triomphe est assuré. Ici le remède résulte du mal même; or, si la liberté enfante les opinions insensées, elle enfante aussi la vérité qui les étouffe : l'erreur ne règne que parce qu'il n'est pas permis de mettre la vérité aux prises avec elle. »

(Marat, *l'Ami du Peuple*, 4 août 1790.)

La *Vraie République* adresse au Gouvernement ces paroles consolantes : « Si vous cherchez à détruire la liberté de la presse, elle vous détruira; si vous la laissez debout, elle vous renversera. Je vous fais mon compliment de votre situation politique. » Le même journal, faisant allusion au *Journal des Sans Culottes*, s'exprime ainsi dans un article intitulé *la Liberté est menacée* : « On nous assurait encore, il y a deux jours, qu'une descente de police avait supprimé dans une imprimerie de Paris, le premier numéro d'un journal dont le titre rappelait des souvenirs révolutionnaires peu goûtés du juste milieu républicain... « Si ce titre est peu goûté du gouvernement comme il y a lieu de le croire, il paraît être assez goûté du public; et j'apprends dans ma retraite que les exemplaires échappés à la police ont été vendus par les crieurs jusqu'à un franc et plus. Le gouvernement de Louis-Philippe prétendait que mes livres devaient à ses poursuites un débit qu'ils n'auraient pas obtenu par eux-mêmes. Le gouvernement de la République me porterait-il le même intérêt; ou s'il aurait de même manqué son but... lui dois-je des récriminations ou des remerciements? En attendant, les services de ces bons gouvernements me coûtent un peu cher. Cinq jours avant la révolution de février, j'ai payé encore au Gouvernement 250 francs pour amende et frais de ma dernière condamnation, et voici la République qui, me supprime arbitrairement le premier numéro d'un journal que je veux publier. A qui dois-je demander justice? Sera-ce au procureur de la République contre le procureur de la République? Non, assurément. C'est au peuple que je m'adresse pour réclamer contre de pareilles iniquités, contre un pareil outrage fait à la liberté. J'apprends que déjà à cette occasion le club populaire de la Sorbonne, composé de bons patriotes a demandé la suppression des brevets d'imprimerie, mesure indispensable à la liberté de la presse, et qui me fera bénir la persécution que j'éprouve si elle peut en être le résultat.

La *Vraie République* dit encore : « Paris a appris ce soir avec étonnement, avec anxiété, que l'un des membres de l'ancien Gouvernement provisoire, était menacé d'arrestation, ce sera le second incriminé; Louis Blanc ira rejoindre Albert, jusqu'à ce que Ledru Rollin aille les retrouver et Lamartine avec eux, alors il n'y aura plus qu'un pas pour proclamer la monarchie. » Il me semble qu'on a pas besoin d'envoyer Lamartine à Vincennes pour proclamer la monarchie, il se chargera bien de la proclamer lui-même, à moins qu'il ne préfère se faire nommer *Président de la République*, ce qui serait toujours la royauté sous un autre nom! Si Lamartine était envoyé à Vincennes, ce serait une lutte entre monarches dans laquelle le peuple ne serait pour rien, ou bien ce serait une ruse pour redonner à Lamartine une popula-

rité qu'il commence à perdre, afin qu'il pût, en cas d'une révolution nouvelle, l'escamoter encore. Pourquoi pas! Son héros Lafayette en a bien perdu deux. C'est sans nul doute le motif de l'affection qu'il lui porte!

Dans un groupe un homme disait : « que deviendraient les ouvriers, s'il n'y avait pas de riches pour les faire travailler. Oui! répondit un autre, que deviendraient les moutons, s'il n'y avait pas de loups pour les dévorer.

A l'armée.

Soldats, le sort qui vous a placés sous les drapeaux de la patrie pour défendre nos foyers contre l'invasion de l'ennemi est un sort glorieux mais cruel, il vous a arrachés aux douceurs de la vie, aux tendres affections, au bonheur, pour vous assujettir à une discipline sévère, à mille périls. Mais vous devez un jour rentrer dans notre sein, nous sommes frères; vous combattez pour nous défendre, nous travaillons pour vous nourrir; vous ne pouvez donc en aucun cas tourner vos armes contre nous qui vous les avons confiées pour nous protéger; vous ne devez les tourner que contre l'ennemi. Combattre contre nous ce serait combattre contre vous-mêmes. Vous êtes les enfants du peuple, jusqu'ici le riche par ses privilèges s'est soustrait à la loi commune, la révolution doit établir l'égalité pour tous en détruisant tous les privilèges, et le plus odieux est celui qui pèse sur le sang du peuple. Si jamais des tyrans voulaient vous rendre le vil instrument de leurs passions homicides, souvenez-vous de votre devoir; vous êtes les soldats de la liberté, vous ne devez défendre qu'elle. Si, oubliant ce principe sacré, vous aviez assez de barbarie pour tourner vos armes contre un seul de vos frères et pour égorger ceux qui travaillent pour vous nourrir, vous ne seriez plus nos frères, vous ne seriez qu'une armée de brigands, les pavés de nos rues, les toits de nos maisons feraient justice de vous! (1)

Calomnies des journaux contre Blanqui.

Les journaux font tenir à Blanqui au moment de son arrestation des propos incohérents; mais on se souvient que c'est ainsi que procédait le gouvernement déchu à l'égard des hommes politiques qu'il faisait incarcérer. Le nouveau gouvernement n'est pas inventeur : c'est de l'imitation toute pure. Blanqui est un homme d'une raison assez haute et qui a passé par d'assez rudes épreuves pour ne pas être troublé par une arrestation, l'homme qui a passé des années tête à tête avec le fantôme de celle qui n'était plus! ne s'écrie pas, ma femme! mes enfants! à l'aspect d'un agent de police! Mais ce qu'il y a de joli, c'est que ceux qui lui prêtent ces cris de désespoir, annoncent en même temps qu'on l'a trouvé dinant gaiement. Afin de le rendre à la fois trop triste et trop gai, ce qui est difficile, on l'attaque bravement depuis qu'il n'est plus là pour répondre. Blanqui, dans une lettre adressée aux journaux avant son arrestation, a dit : *si l'on me tenait, l'on me tiendrait bien*. Je le crois, il a beaucoup de talent et doit faire ombrage; il est l'auteur de toutes les mesures les plus importantes demandées depuis la révolution.

Au numéro prochain les détails des manœuvres employées pour empêcher la publication du premier numéro, de ce journal, ces détails au reste se trouvent publiés fort exactement dans le journal *le Père Duchêne*, du 5 juin.

(1) Je me suis joint à ceux qui ont demandé, il y a longtemps déjà, l'éloignement des troupes de Paris. L'armée ne doit pas intervenir dans les affaires civiles, et il ne devrait pas se trouver un seul soldat autour de l'Assemblée nationale.

Le Rédacteur-Gérant CONSTANT HILBEY.

Paris, Imprimerie de Poussielgue, rue du Croissant, 12.